



RAPPORT ANNUEL 2018



BIC-BRED (Suisse) SA

Commodity Trade Finance & Corporate Banking

Table des matières

1.	Message du Président et du Directeur Général	4
2.	Notre Groupe	6
3.	Nos Activités	9
	<i>Le Financement du Négoce International</i>	9
	<i>Le Financement d'investissements et de projets de développement</i>	9
	<i>Le Correspondent Banking</i>	10
	<i>Le Financement et les Services aux Entreprises</i>	12
	<i>Les Activités de Marché</i>	12
	<i>Chiffres Clés 2018, Stratégie et Perspectives 2019</i>	13
	<i>Environnement Economique</i>	15
4.	Gouvernance d'entreprise	18
	<i>Conseil d'Administration et Comité d'Audit</i>	18
	<i>Direction Générale</i>	20
5.	Opinion d'audit	22
6.	Rapport d'Activité	24
7.	Chiffres clés essentiels réglementaires	49



L'équipe BIC-BRED (Suisse) SA

PARTIE 1

Message du Président et du Directeur Général



Stève Gentili, Président du Conseil d'Administration



Emmanuel Lemoigne, Directeur Général

Présente à Genève depuis plus de 25 ans sous forme de succursale, la Banque Internationale de Commerce - BRED (Suisse) SA est une banque suisse de plein exercice depuis l'obtention en 2015 de l'agrément de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA). En 2018, elle a poursuivi son développement avec détermination.

Filiale à 100 % de la BRED Banque Populaire, une des principales maisons-mères du groupe BPCE, deuxième groupe bancaire français, la BIC-BRED (Suisse) SA a prioritairement pour vocation d'accompagner le développement d'entreprises de négoce, actives dans les matières premières énergétiques, agricoles et les métaux depuis l'une des premières places mondiales de ces marchés.

Elle développe également une offre de couverture des risques bancaires en lien avec les besoins d'une clientèle naturellement ouverte au commerce international.

Collatéralement, elle met également ce dispositif au service de grands clients exportateurs, notamment ceux basés en Suisse.

Enfin, l'implémentation d'une offre d'activités de marché s'est poursuivie avec l'appui de sa maison-mère, en proposant à nos clients Entreprises et à des institutions de la place un accompagnement en matière de couvertures des risques et de solutions de financement désintermédiées.

Dans son métier de base, la BIC-BRED (Suisse) SA intervient essentiellement dans des financements transactionnels et bilatéraux en se basant sur une très fine connaissance des besoins de sa clientèle. Ainsi, elle est à même de structurer de la manière la plus optimale les opérations octroyées.

Cette connaissance approfondie des acteurs et des marchés lui confère une forte proximité relationnelle avec sa clientèle, ce qui permet d'offrir à celle-ci une palette élargie de produits et de services de premier ordre.

Grâce au support du Groupe BRED, l'engagement de la BIC-BRED (Suisse) SA est d'apporter de la valeur à la relation développée avec ses clients entreprises et institutionnels.

Cette valeur repose notamment sur un haut degré de professionnalisme fondé sur l'excellence de ses compétences humaines procurant agilité et rapidité d'exécution dans le traitement des transactions.

Dans le respect de nos valeurs de proximité relationnelle, de professionnalisme, d'innovation et d'éthique dans l'exercice de notre métier, nous avons construit des relations avec de nombreux acteurs, des plus petits aux plus grands intervenants du secteur, en leur apportant notre concours dans le financement de leurs opérations tout en leur offrant une approche spécifique et personnalisée.

Dans un contexte économique et géopolitique toujours aussi tourmenté, la BIC-BRED (Suisse) SA a enregistré de nombreux succès commerciaux.

L'exercice 2018 a ainsi permis de consolider les bases de notre banque, posées depuis la filialisation en 2015, en poursuivant la conquête de nouveaux clients et en leur apportant notre contribution.

Le portefeuille de relations clients a cru de plus de 30% en 2018, générant un produit d'activité bancaire de 15.6 millions de CHF, en croissance de près de 90%, tandis que les charges d'exploitation progressaient de 27 % sur la période, reflétant l'augmentation du dispositif humain et organisationnel indispensable à la préservation d'une gestion rigoureuse des risques.

Nos engagements totaux (bilan et hors-bilan) ont, quant à eux, cru de près de 25 % pour atteindre 1'009 millions de CHF. Attentive à la sélection de ses opérations, la banque n'a déploré aucun sinistre sur l'exercice et a conforté sa solidité comme en témoigne la qualité de ses principaux ratios de solvabilité et de liquidité.

En 2019, nous entendons poursuivre notre stratégie de croissance auprès des acteurs du négoce de matières premières mais aussi auprès des entreprises établies en Suisse et demandeuses d'un accompagnement à l'international. Dans le même temps, nous continuerons d'amplifier notre présence auprès des institutionnels de la place en nouant des relations d'affaires avec eux.

Grâce à cette stratégie résolument ouverte sur l'extérieur et à notre ancrage local, nous contribuerons à renforcer notre positionnement sur la place financière suisse et genevoise plus particulièrement en continuant à nous ouvrir sur les marchés à potentiel que sont l'Asie et l'Afrique.

Dans cette partie du monde, les perspectives fondamentales à moyen et long terme sont favorables à nos métiers au regard des évolutions démographiques prévisionnelles. Elles correspondent à nos enjeux de nous placer résolument dans une vision de long terme en nous adaptant à la conjoncture. Cette volonté sera toujours accompagnée d'une mise en adéquation des moyens financiers et humains afin de répondre dans les mêmes conditions d'excellence aux exigences de nos clients.

En relevant ces nouveaux défis, nous veillerons à atteindre nos objectifs, qu'il s'agisse de notre place au sein du Groupe BRED ou de celle au sein de la place financière de Genève.

Bien cordialement,

Steve Gentili

Président du Conseil d'Administration

Emmanuel Lemoigne

Directeur Général

PARTIE 2

Notre Groupe

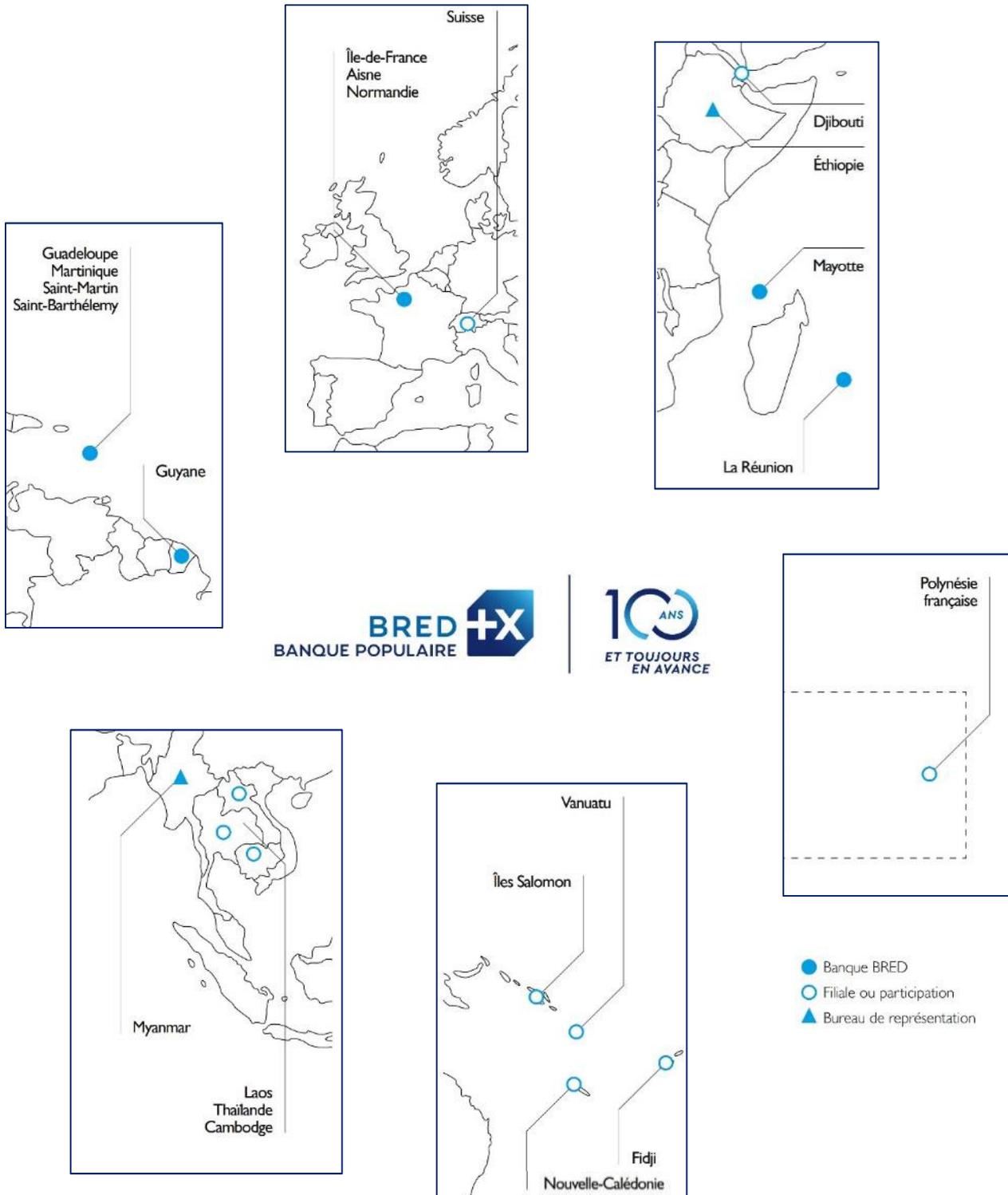
Le Groupe BRED

La BRED est une banque populaire coopérative, forte de 200 000 sociétaires, de 4,4 milliard d'Euros de capitaux propres et de 5 500 collaborateurs, dont 25% hors de France et dans les TOM.

Compte de résultat consolidé	Année 2018	Variation
PRODUIT NET BANCAIRE	1192M€	+3.4%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	474M€	+3.2%
RESULTAT NET	277M€	+7.8%
RATIO CET1	16.0%	+0.1%
LCR	133%	+4%



Présence du Groupe BRED

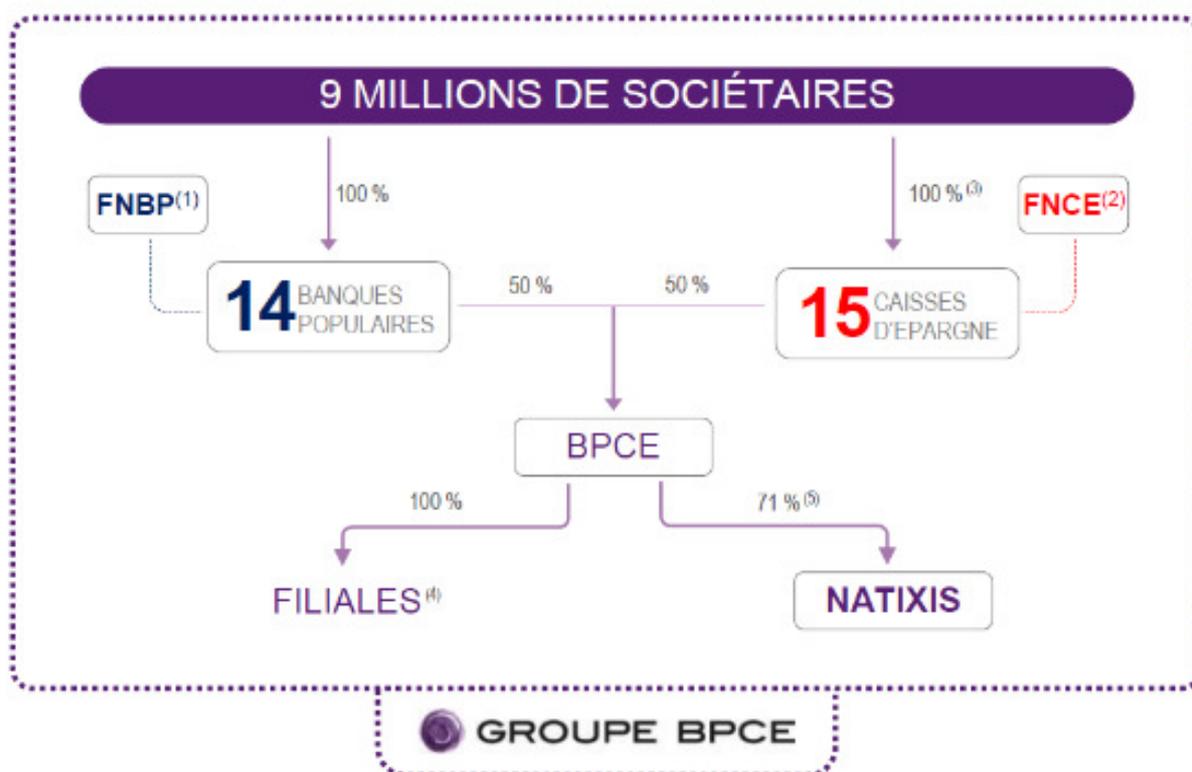


Le Groupe BPCE

Le Groupe BPCE, 2^e groupe bancaire en France, est né du rapprochement entre les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne. Il exerce tous les métiers de la banque et de l'assurance en s'appuyant sur ses deux grands réseaux coopératifs : 14 Banques Populaires et 15 Caisses d'Épargne.

Compte de résultat	Année 2018	Variation
PRODUIT NET BANCAIRE	24 001M€	+1.2%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	6 314M€	-4.6%
RESULTAT NET PART DU GROUPE	3 026M€	+0.1%
RATIO CET1	15.8%	+3.2%
LCR	> 110%	-

Organigramme du Groupe BPCE au 31 décembre



(1) Fédération Nationale des Banques Populaires

(2) Fédération Nationale des Caisses d'Épargne

(3) Via les sociétés locales d'épargne(SLE)

(4) Banque Palatine, Crédit Foncier, BPCE International...

(5) Flottant :29%

PARTIE 3

Nos Activités

Le Financement du Négoce International

Basée au cœur de Genève, hub reconnu du négoce de matières premières, la BIC-BRED (Suisse) SA, antenne helvétique du groupe BRED, poursuit sa stratégie de développement résolument tournée vers le financement du négoce de matières premières avec une vaste gamme de solutions de financement et de services dans les secteurs de :

- L'énergie où nous assurons des préfinancements en faveur des producteurs, financements du processing pour les raffineries, des opérations Futures (hedging) en couverture des risques de prix, financement de la logistique (transport par bateau, pipeline...) et enfin des risques tirés sur les acheteurs finaux.
 - Les métaux pour des financements de transport terrestre (rail, camions), maritime, des financements de stocks au port en pays émergents, des financements d'appels de marges sur le LME
 - Les produits agricoles tels que les céréales, oléagineux, produits tropicaux (café, cacao, sucre, coton...), ainsi que des engrais miniers et pétrochimiques.
- Les produits manufacturiers et dérivés de matières premières.



Réunion du Comité de Direction : de gauche à droite Emmanuel Lemoigne, Franck Nater, Marie-Laure Constans, François Monnier et Antoine Spinelli

La banque compte un portefeuille de clients de plus de 80 entreprises de négoce, dont une soixantaine basée en Suisse, réparties entre ces 4 secteurs. Le champ d'action est mondial et nous amène à structurer des financements transactionnels adaptés aux besoins de nos clients. Grâce au support de son actionnaire de référence BRED, la BIC-BRED (Suisse) SA se positionne comme un acteur de niche qui privilégie la flexibilité et la rapidité d'exécution en s'appuyant sur le grand professionnalisme des équipes.

Le Financement d'investissements et de projets de développement

La BIC-BRED (Suisse) SA étudie également le besoin d'investissement dans des projets de développement en partenariat avec des acteurs multilatéraux.



Réunion de travail : Paul Guéry, Anne-Ly Zumbino, Jérôme Hayoz et Michael Jackisch

Le Correspondent Banking

En appui à notre activité principale de financement du négoce de matières premières, le département des relations bancaires et institutionnelles a pour objectif de densifier notre réseau de correspondants bancaires à l'international pour répondre aux besoins variés de nos clients. La mission du département est double :

Sécuriser les opérations de nos clients par des confirmations et/ou escomptes d'instruments financiers (lettre de crédit, effet de change, etc.) émis par des banques en déboucement de nos opérations transactionnelles ;



De gauche à droite : Emmanuel Lemoigne, Pierre Paul Briguët, François Monnier, Ilario Ciriaco, Mattia Agostinetti, Daniel Aidan, et Yassine El Halaïssi

La mise en place de partenariats bancaires pour syndiquer nos opérations (bancaires ou corporates), mais aussi dans le domaine de la trésorerie avec le développement des dépôts interbancaires.

Dans ce cadre, la BIC-BRED (Suisse) SA s'appuie sur le puissant réseau de correspondants bancaires du Groupe BRED qui couvre plus de 150 pays dans le monde avec un réseau de 500 banques sur les 5 continents. Le département agit en coordination avec la Direction Internationale de la BRED qui centralise l'intégralité des lignes bancaires pour répondre efficacement aux besoins de nos clients. Fort de cet important dispositif, le département des Relations Banques contribue aujourd'hui activement à la croissance des activités de la BIC-BRED (Suisse) SA.



Yassine El Halaïssi et Emmanuel Lemoigne à l'Africa CEO Forum à Kigali (Rwanda)

Focus sur l'Afrique

Les économies africaines sont intimement liées à leurs matières premières qui représentent plus de 30% des réserves mondiales. Les négociants en matières premières jouent un rôle central dans ce commerce et nous sollicitent activement pour sécuriser leurs exportations vers ce continent mais aussi pour assurer la fluidité des canaux bancaires pour les importations de café/cacao (densification du réseau de correspondants bancaires). Il s'agit en effet, de l'une des principales destinations pour nos clients actifs dans le négoce de matières agricoles et fertilisants.

Au cours de l'exercice 2018, la banque a ainsi renforcé son portefeuille de lignes de crédit bancaires principalement en Afrique avec un dispositif de plus de 70 banques réparties sur 20 pays (contre 9 pays en 2016). Nous avons traité pour nos clients un volume de plus de \$ 300 mln d'opérations (Confirmation de Lettres de Crédit, escompte de traites avalisées, etc...). Nous participons à de nombreux événements qui rassemblent les principaux acteurs du commerce Africain tel que l'Africa CEO Forum, rendez-vous incontournable du secteur privé en Afrique.

Avec une approche commerciale dynamique et malgré des nombreux challenges, notre objectif en 2019 est de poursuivre cette expansion sur le continent africain pour élargir la couverture à un maximum de pays et de banques.

Suite à la diversification de notre portefeuille de clients, notamment dans le secteur des métaux de base, les besoins de couverture bancaire vont s'intensifier dans la région asiatique, et plus précisément en Chine, l'un des principaux pays importateurs de concentrés de métaux. Pour accompagner ces flux, nous avons mis en place un dispositif de lignes bancaires sur près d'une dizaine de contreparties chinoises et avons lié des relations directes avec celles-ci notamment lors de notre présence systématique au SIBOS (conférence internationale des services bancaires et financiers) au cours des trois dernières années.



Le Financement et les Services aux Entreprises

En parallèle de son activité cœur de financement du négoce, la BIC-BRED (Suisse) SA vise également à diversifier son portefeuille d'activité en proposant des solutions de financement sur mesure à une clientèle de sociétés exportatrices suisses, le cas échéant, en partenariat avec les organismes d'assurance à l'exportation et propose une large gamme de services bancaires en bilatéral :

- Lignes de financement bilatérales ou syndiquées ;
- Encaissements documentaires, émission de lettres de crédit, SBLC ou garanties de marché ;
- Cash Management et gestion de trésorerie avec notre partenaire Kyriba.



Département ALM

Les Activités de Marché

Ces activités sont proposées à nos clients négociants, entreprises, institutionnels et établissements financiers.

Couverture des risques (taux, change)

La banque propose, en coopération avec la Salle des Marchés de la BRED, un large éventail de produits (IRS, Options...) permettant à nos clients de se prémunir contre ces risques.

Gestion de la liquidité

Pour répondre à sa stratégie de diversification de ses sources de financement, la banque offre également des placements multidevises et à diverses échéances.



Salle des Marchés de la BRED : Daniel Aidan

Optimisation de l'Actif/Passif

En complément, elle met également à disposition une offre de services institutionnels et établissements financiers, notamment en s'appuyant sur l'expertise de notre Salle des Marchés (repurchase agreement, émission d'instruments de marché sécurisé ou non.)

En 2019, notre Salle des Marchés se tiendra à nouveau à l'écoute des besoins de notre clientèle face à la volatilité des marchés.



Département de gestion du collatéral

Chiffres Clés 2018, Stratégie et Perspectives 2019

La BIC-BRED (Suisse) SA clôture l'exercice 2018 sur une forte croissance de ses résultats, avec notamment une progression de 79% du résultat brut des opérations d'intérêts et de 26% du résultat d'opérations de commissions et de prestations de services. Cette forte croissance reflète la hausse des activités de la banque, en ligne avec les objectifs fixés. Cette progression des revenus, permet d'afficher un résultat net de CHF 5.2 mios après 3 ans d'activité et s'accompagne de fondamentaux bilanciaux solides avec notamment des ratios de solvabilité stables, une liquidité confortable et un portefeuille crédit de qualité.

Une solvabilité solide et préservée

Les bons résultats 2018 ont permis à la Banque de renforcer ses fonds propres pris en compte. Ceux-ci ont augmenté de 6%, passant ainsi de CHF 87 mios au 31 décembre 2017 à CHF 92 mios au 31 décembre 2018. Les fonds propres pris en compte sont constitués à 73% de fonds propres de base durs (CET1) et à 27% de fonds propres de base supplémentaires (AT1) correspondant à un prêt subordonné octroyé par le groupe BRED Banque Populaire.

La baisse des actifs pondérés (RWA) de 9.5% s'explique par la variation conjoncturelle de la répartition des encours au 31 décembre 2018, ainsi que par l'utilisation de techniques d'atténuation du risque de crédit.

Le ratio de solvabilité progresse en 2018, passant ainsi de 20.84% au 31 décembre 2017 à 24.40% au 31 décembre 2018.

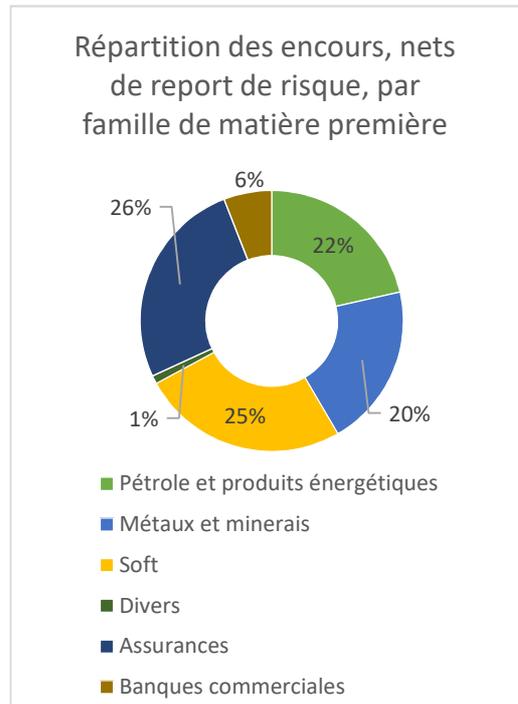
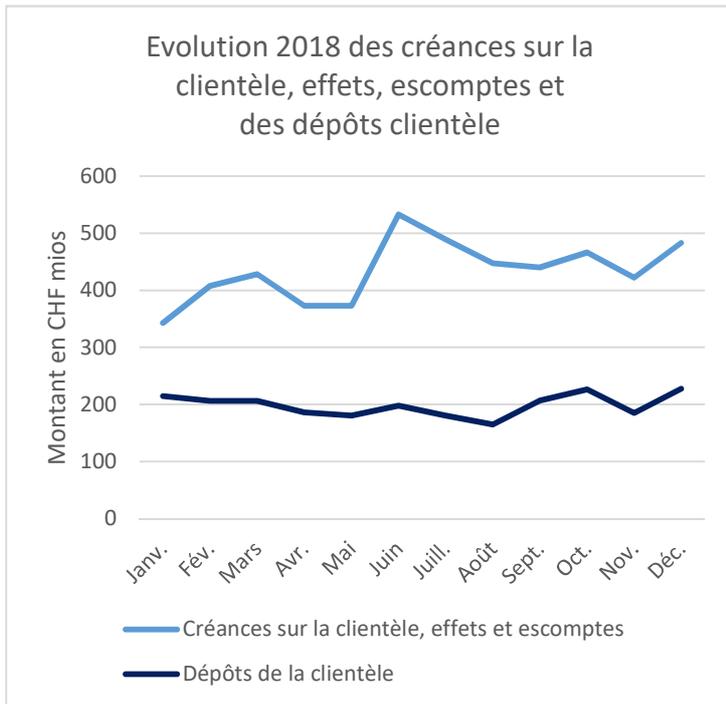
Un profil de liquidité confortable

Depuis sa filialisation, la Banque a entrepris une stratégie de collecte des dépôts issus de la clientèle ainsi qu'un développement de ses lignes interbancaires. Ceci lui permet de diversifier ses sources de refinancement, tout en optimisant les coûts.

En 2018, la Banque a financé la moitié de ses créances sur la clientèle, effets et escomptes grâce aux dépôts des clients. Le surplus est financé par des banques dont les engagements ont doublé, passant de CHF 272 mios à CHF 543 mios. Afin de financer sa forte croissance, la Banque a obtenu en 2018 une augmentation de 55% de sa limite de crédit auprès de sa maison mère, ainsi que de nouvelles lignes interbancaires. Ces lignes garantissent à la Banque d'avoir les fonds nécessaires à son développement futur.

Une gestion fine du ratio LCR est effectuée afin de le maintenir dans une fourchette permettant l'optimisation du coût de refinancement réglementaire. Ce ratio est de 127% au 31 décembre 2018.

Solvabilité BIC-BRED (Suisse) SA en milliers de CHF	31.12.2018	31.12.2017
Fonds propres pris en compte	92'103	86'926
Dont fonds propres de base durs (CET 1)	67'103	61'926
Actifs pondérés (RWA)	377'396	417'183
Ratio de solvabilité (en %)	24.40%	20.84%
Ratio CET1 (en %)	17.78%	14.84%
Ratio de levier (en %)	10.46%	11.23%



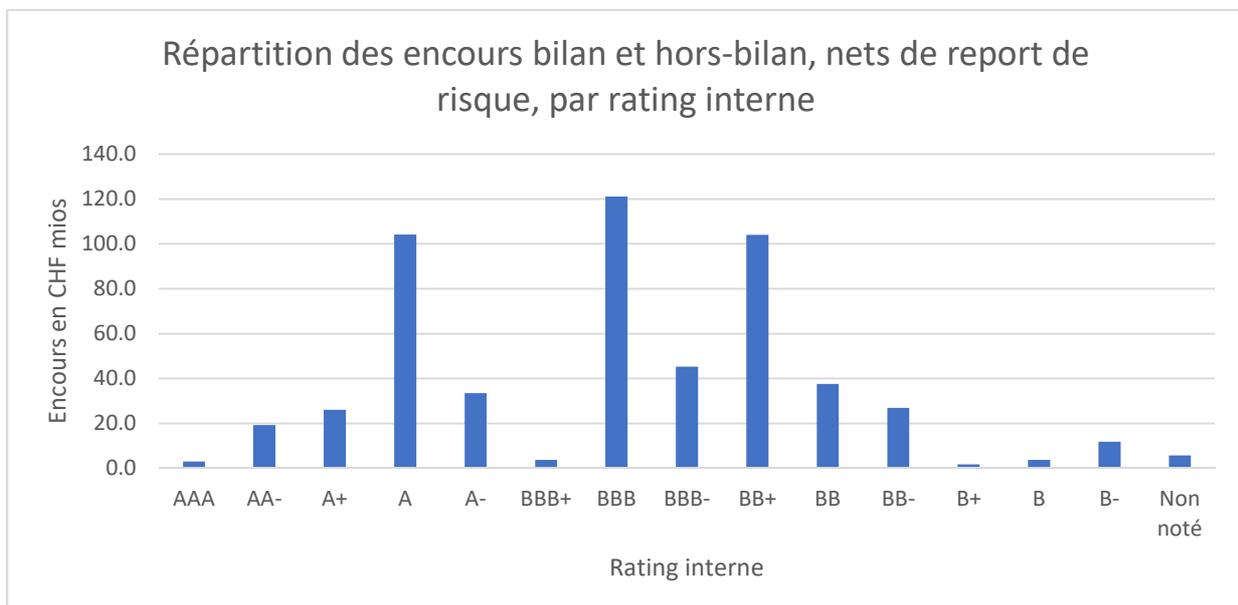
Notre politique de crédit

Dans le cadre de l'octroi de crédit, la banque privilégie les clients avec lesquels elle peut développer une relation transactionnelle, ce qui lui permet d'avoir une connaissance fine de ses risques.

Ainsi, au 31 décembre 2018, plus de 97% des encours de la clientèle étaient liés au négoce de matières premières, tandis qu'environ 62% des clients actifs étaient domiciliés en Suisse.

Elle fonde aussi son approche sur la diversification des risques : pluralité des types de contreparties (groupes intégrés, indépendants, etc.), répartition sur différentes matières premières (graphique ci-dessous), limitation de montants unitaires, etc.

Enfin, la banque cible des clients présentant des situations financières satisfaisantes, comme le montre le graphique de répartition des encours par rating interne au 31 décembre 2018 sur la clientèle saine.



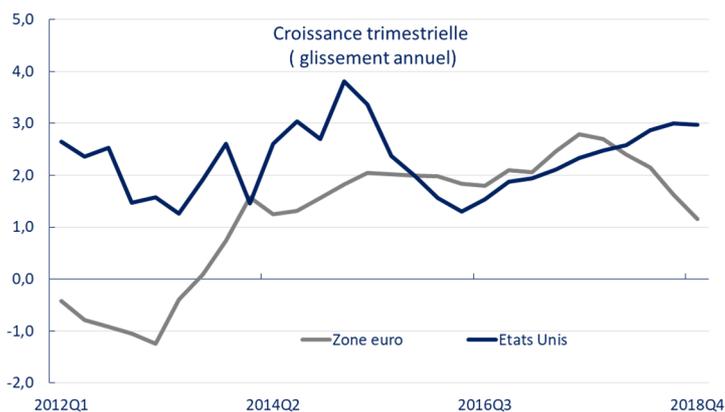
Environnement Economique

2018, une année et deux cycles

La croissance mondiale a affiché une progression encore soutenue en 2018, 3,6% après 3,7% en 2017. Mais cette dernière peut s'observer à travers deux cycles distincts.

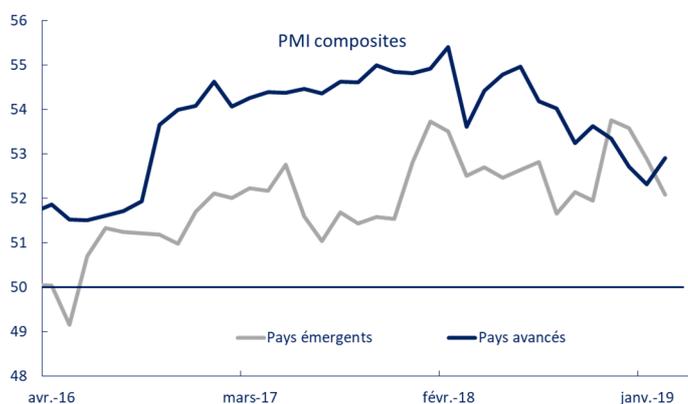
Ainsi sur la première partie de l'année, la forte demande mondiale, les coûts de production maîtrisés et la faiblesse des taux d'intérêt ont soutenu la tendance entamée depuis deux ans déjà. Mais à partir du printemps, la rhétorique agressive des Etats-Unis sur le commerce, que ce soit avec la Chine mais aussi avec l'Union Européenne, s'est ajoutée à la poursuite d'un resserrement de la politique monétaire américaine qui a procédé à 4 nouvelles hausses de taux jusqu'en décembre 2018. Ces événements conjugués ont alimenté une dégradation des enquêtes sur l'activité et conduit à un ralentissement conjoncturel. Sur les deux derniers trimestres de 2018, la croissance a été divisée par deux. Ce résultat s'est soldé par de nouvelles révisions sur les prévisions de 2019.

L'activité dans les pays émergents n'a pas été épargnée par ce coup de frein. En effet, cette zone économique a du gérer en début d'année le relèvement des coûts de financement induit par la hausse des taux aux Etats-Unis.



L'appréciation du dollar contre les devises émergentes a été une source de tensions sur les prix qui a souvent conduit les banquiers centraux Mexicain, Brésilien, Indien, etc. à renforcer la garde au moment où l'activité se tassait. Depuis quelques mois, ces mêmes banques centrales ont pu accompagner la détente des pressions sur leurs devises respectives en ajustant à la baisse cette fois-ci leur taux d'intérêt.

Dans les pays avancés, si la croissance est restée bien orientée aux Etats-Unis où elle terminera l'année sur une nouvelle performance proche de 3%, il n'en est pas de même en Europe où des signes d'essoufflement se diffusent. Globalement, la performance 2018 de 1,6% ne déçoit pas mais elle cache une fin d'année plus difficile. En Italie, depuis l'installation aux commandes du pays d'une nouvelle coalition politique, la croissance faiblit et se retourne même sur les deux derniers trimestres. En Allemagne, c'est à un brutal coup de frein que l'activité a été confrontée sur les derniers mois. Le retournement dans l'industrie et le secteur automobile en particulier a affecté la croissance et pesera sans aucun doute encore sur l'activité en 2019. L'Espagne résiste après plusieurs années d'une croissance bien supérieure à celle de la zone et la croissance en France atterrit plutôt en douceur grâce à une dynamique d'investissement qui est restée solide depuis 3 ans déjà.



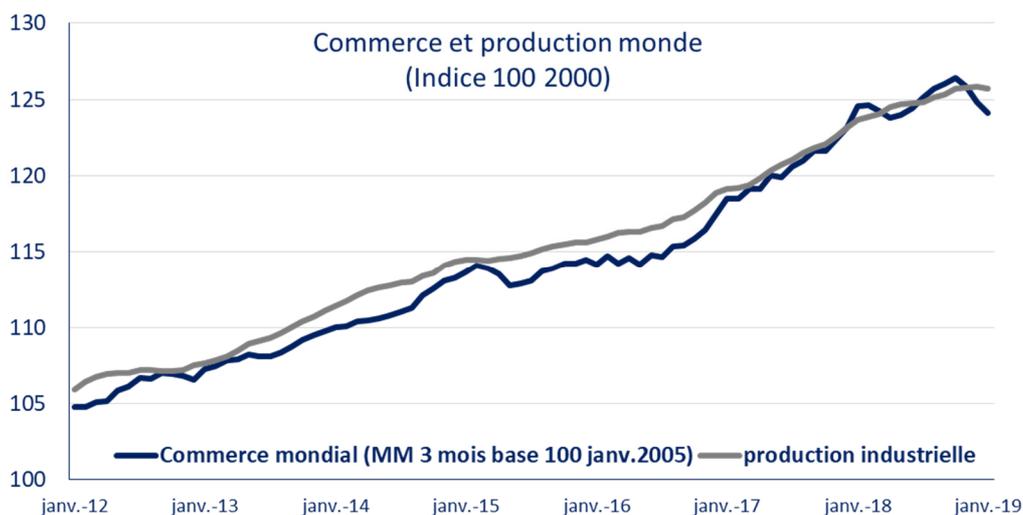
2019 : plus d'incertitudes encore

En 2019, les perspectives de croissance les plus prometteuses se recentrent à nouveau sur les pays émergents. Ainsi les prévisions du FMI d'une croissance mondiale sur l'année de 3,5% s'accompagnent de nouvelles révisions baissières dans les pays avancés autour de 2,0% en 2019. Dans les pays émergents elle devrait encore progresser de 4,5% en dépit du ralentissement attendu de la Chine à 6,2%. Les négociations qui se poursuivent pour trouver un accord sur les conditions de commerce entre les Etats-Unis et la Chine laissent cependant planer une incertitude qui pourrait être levée rapidement. Les premières mesures qui ont été prises au cours de l'année 2018 n'ont à ce titre absolument pas réduit le déséquilibre commercial qui a été à l'origine de la campagne de M. Trump contre les produits chinois. Elles ont contribué à des hausses de prix des produits finis notamment dans le secteur automobile américain favorisant le reflux des ventes. Mais le déficit commercial avec la Chine ne s'est pas résorbé pour autant.

Les raisons du ralentissement du commerce mondial sont multiples et tiennent beaucoup à celui de l'activité en Chine. Ainsi, les exportations sur le dernier trimestre ont reculé de 2,4% et les importations de plus de 9,4%.

Le vif ralentissement du commerce mondial sur les derniers mois de l'année 2018 tient aussi à une problématique qui dépasse à présent les simples échanges. Ainsi, la croissance du commerce mondial ne progressait que de 1,5% l'an à la fin décembre et est même passé en territoire négatif en janvier 2019. Aux tendances attendues d'une croissance plus terne en 2019, s'ajoutent des craintes plus précises sur des différents qui impliquent l'expansion technologique chinoise face à la suprématie américaine. Aujourd'hui ces derniers sont concentrés sur les infrastructures de communication mais ce n'est qu'une étape dans un rééquilibrage technologique plus vaste.

Ces tensions vont probablement encore peser sur le commerce en 2019 et l'issue des négociations entre les Etats-Unis et la Chine constituera une étape importante qui dessinera le profil du commerce des prochaines années. De ce fait, après une année 2018 où le volume des échanges a évolué sur un rythme de 3%, ce dernier devrait refluer vers 2,6% en 2019. Plus structurellement, les volontés plus affirmées de réformer les échanges vers une organisation plus régionale dans des circuits de production plus courts et moins mondialisés pourraient réduire la surperformance du commerce sur la croissance que nous avons connue depuis le début des années 2000.



Les matières premières

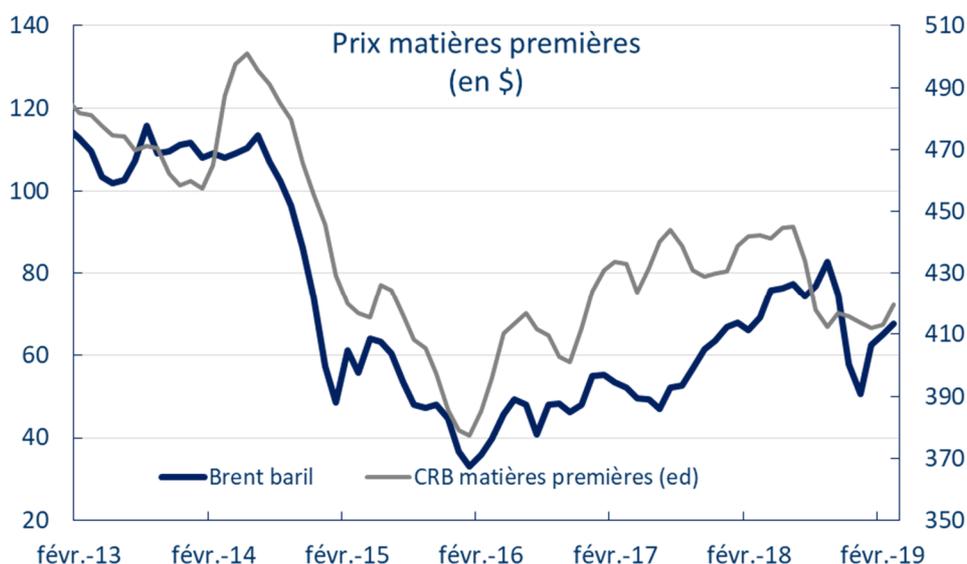
Les fluctuations rencontrées en 2018 sur le prix des matières premières devraient persister en 2019 sur une tendance baissière néanmoins. En effet les révisions de la croissance mondiale conduiront à une demande moins soutenue de produits de base à commencer par le pétrole dont les cours pourraient revenir vers le niveau moyen annuel de 65 \$ après 70 \$ pour le prix du baril de Brent en 2018. D'une part, la capacité de production des nouveaux puits américains ne semble plus entravée par des problématiques environnementales, facilitant la réduction du seuil de rentabilité sous la barre de 60\$; d'autre part les tensions géopolitiques qui ont pesé sur de gros producteurs, i.e. Venezuela et Iran, pourraient devenir moins prégnantes à l'horizon des nouvelles présidentielles américaines, alimentant le flux d'une offre plus soutenue.

Les moindres besoins de la Chine, acteur central de la demande de produits de base, vont concourir au tassement des besoins de matières premières en général. Face à cette demande

plus molle, il nous faut cependant aussi compter sur des problèmes d'offre consécutifs à des circonstances spécifiques à certains secteurs. Ainsi, l'exploitation des mines de fer, ou de cuivre, souffre depuis plusieurs années de sous investissements qui pourraient finalement se traduire par un équilibre de prix plus élevé. Il en sera de même de l'or pour des raisons spécifiques liées à une demande qui restera forte notamment en Inde, deuxième marché après la Chine, et dont la croissance restera encore proche de 7,5% au cours de l'année.

Conclusion

Les risques sur 2019 se concentrent avant tout sur un scénario de croissance qui pourrait encore être revu à la baisse au cours des prochains mois, écartant néanmoins celui d'une brutale rupture. Dans une telle perspective, les banquiers centraux ont déjà modifié leur communication en faveur d'un statu quo monétaire. Ils n'excluent pas non plus de réactiver des outils qui renforceraient la transmission d'une politique monétaire accommodante pour favoriser et soutenir un rebond de l'activité



PARTIE 4

Gouvernance d'entreprise

Conseil d'Administration et Comité d'Audit

M. Stève Gentili, Président du Conseil d'Administration, de nationalité française et domicilié en France. Titulaire d'une licence Informatique et Gestion et diplômé du Collège des Sciences Sociales et Economiques, Stève Gentili a été Directeur Général d'une société agro-alimentaire et Président Directeur Général d'un groupement interprofessionnel d'entreprises. Président du Conseil d'Administration de la BRED Banque Populaire et de COFIBRED (Compagnie Financière de la Bred), Stève Gentili est également administrateur de différentes entités du Groupe BRED et membre du Conseil de Surveillance de PREPAR VIE. Il a été Président du Conseil de Surveillance de BPCE, administrateur de COFACE, de THALES et de VEOLIA. Il est actuellement Président du Conseil d'Administration de Natixis Institutions Jour et de PRAMEX International.

M. Louis Habib-Deloncle, Vice-Président du Conseil d'Administration, Président du Comité d'Audit, membre indépendant, de nationalité française et domicilié en Suisse. Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et titulaire d'une maîtrise en droit international de l'Université de Paris 1, M. Habib-Deloncle a débuté sa carrière en tant que Directeur de la société United Commercial Agencies à Paris (1977-1980). Il a ensuite été administrateur et Directeur Général d'Insurance Services Overseas (1980-1985). De 1985 à 2000, M. Habib-Deloncle a été Président fondateur d'Unistrat P.A.R.I.S, et de 1984 à 2009, il a été Président fondateur d'HDA devenue Assurances, Finances et Développement. De 1990 à 2007, M. Habib-Deloncle a été Président du Directoire d'Eurexim Holding, et de 1994 à

2000, il a été Président Directeur Général d'Unistrat Assurances, Paris. M. Habib Deloncle a fait partie du groupe de travail Solvency II de l'ICISA de 2009 à 2013 et fait partie du groupe assurance-crédit/caution de l'AIDA depuis 2009. Depuis 2003, il est Président de Garant, compagnie basée à Vienne et Genève, spécialisée dans l'assurance-crédit et l'assurance des risques politiques pour les entreprises et les banques offrant des solutions Trade et Export Finance.

M. Hervé Catala, membre du Conseil d'Administration et membre du Comité d'Audit, membre indépendant, de nationalité française et domicilié en France. Hervé Catala a effectué l'ensemble de sa carrière au sein de la Banque Indosuez puis de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank. Après quelques années passées d'abord à Paris à la Direction des Engagements puis comme Banquier Conseil à la Direction des Grandes Entreprises Européennes, il rejoint en 1987 la Direction des Régions de France comme directeur des succursales de Nancy puis de Lille et enfin de la région Rhone-Alpes avant de prendre la responsabilité nationale en 1994. Il est ensuite nommé CEO du Crédit Foncier de Monaco en 1999, puis de la Banque de Gestion Privée Indosuez en 2007. En 2011, il rejoint la Suisse comme Senior Country Officer du groupe Credit Agricole et devient CEO de Credit Agricole Indosuez Switzerland, fonctions qu'il occupe jusqu'en 2016, date à laquelle il rejoint le Comité de Direction Générale du Pôle Grande Clientèle du groupe Crédit Agricole SA et le Comité de Direction de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank. Hervé Catala est titulaire d'une Maîtrise de Droit Public.

M. Jean-Luc Decornoy, membre du Conseil d'Administration, Vice-Président du Comité d'Audit, de nationalité française et domicilié en Suisse. Diplômé de l'Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales de Paris, M. Decornoy est expert-comptable et commissaire aux comptes. De 1995 à 2002, il a été membre du Conseil Régional de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles (CRCC). M. Decornoy a ensuite occupé la fonction de Vice-Président puis Président du département appel public à l'épargne (APE) de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes (CNCC). De 2001 à 2013, il a occupé la fonction de Président de KPMG France, membre du Board Européen et du Board Mondial de KPMG, et de 2008 à 2013, il était Président du Comité d'Audit mondial de KPMG. M. Decornoy est administrateur de BIC-BRED Paris depuis 2014.

M. Jean-Pierre Fourès, membre du Conseil d'Administration, de nationalité française et domicilié en France. Licencié en droit public, diplômé de l'Ecole Supérieure de Journalisme, de l'Ecole Nationale Supérieure de Police et de l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale, M. Fourès occupe actuellement les fonctions de co-gérant de SEC Sari, il est également administrateur de la BRED Banque Populaire (depuis 1998), administrateur de BRED Gestion, administrateur de la BIC-BRED Paris et administrateur de la Fondation BRED. M. Fourès est aussi administrateur de la Fondation Hospitalière Sainte Marie et administrateur de Rougier SA.

M. Jean-Paul Julia, membre du Conseil d'Administration, de nationalité française et domicilié en France, a commencé sa carrière à Lyon dans le secteur privé (vente). Il a rejoint le service de l'Etat en 1997, réalisant un parcours principalement consacré aux entreprises (PME et PMI dans la région Rhône-Alpes, Secrétaire général adjoint du CIRI en charge des entreprises en difficulté). Après une expérience

internationale (FMI et Banque Mondiale), il a rejoint le cabinet du ministre des finances pour traiter du sujet du financement des entreprises. Il est depuis juin 2015, directeur de la Banque de grande clientèle et membre du Comité Exécutif de la BRED.

M. Olivier Klein, membre du Conseil d'Administration, de nationalité française et domicilié en France. M. Klein est diplômé de l'Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration Economique (1980) et du Cycle d'Etudes Supérieures en Finance d'HEC Paris (1984). Il a débuté sa carrière chez BFCE Natexis (1985) où il a notamment occupé le poste de Directeur régional (1993-1996). M. Klein a ensuite été membre du Comité Exécutif, Directeur commercial et du développement auprès de B.R.A. Groupe CIC (1996-1997). De 1998 à 2000, M. Klein a assuré le remplacement du Président du directoire du Groupe Caisse d'Epargne Caisse de Picardie. De 2000 à 2007, il a assuré la présidence du directoire de la Caisse d'Epargne Ile-de-France Ouest, ainsi que la présidence de la Commission Nationale Banque de Détail du Groupe Caisse d'Epargne. De février 2007 à avril 2010, il a occupé la fonction de dirigeant de la Caisse d'Epargne Caisse Rhône-Alpes, et d'avril 2010 à septembre 2012, il a occupé le poste de Directeur Général du Groupe BPCE. Depuis septembre 2012, M. Klein est Directeur Général de la BRED Banque Populaire, Paris.

M. Marc Robert, membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit, de nationalité française et domicilié en France. Diplômé de l'ESSEC Paris en 1995, titulaire d'un DEA en Economie Internationale de Sciences Po Paris, M. Robert est également diplômé de l'University of California où il a obtenu un PhD in Economics en 2003. Il a été assistant professeur à Sciences Po Paris de 2007 à 2010. En 2003, il débute sa carrière comme conseiller de l'Administrateur pour la France au Fonds

Monétaire International et à la Banque Mondiale à Washington. Il entre dans le groupe Dexia en 2006 où il exerce différentes fonctions, de Directeur de la zone Asie jusqu'à Directeur des Opérations et membre du Comité Exécutif. De 2013 à 2014, il est membre de la Direction et Directeur des opérations de la Société de Financement Local. En 2014, M. Robert est recruté par la BRED Banque Populaire comme Directeur de l'International et membre du Comité Exécutif. Il est notamment en charge du développement du Groupe BRED Banque Populaire dans plus de onze pays, en direct et à travers des filiales bancaires ou des participations. Il est Président du Conseil d'Administration de BRED Vanuatu Ltd et de BCI Mer Rouge. Il est Directeur Général de BIC-BRED Paris et membre de son Conseil d'Administration en tant que représentant de BRED Banque Populaire. Il est aussi administrateur ou représentant permanent de COFIBRED aux conseils d'administration de diverses entités du Groupe BRED Banque Populaire.

M. Jean-Pierre Vettovaglia, membre du Conseil d'Administration et membre du Comité d'Audit, membre indépendant, de nationalité suisse et domicilié en France. Après des études de droit dans les Universités de Lausanne, Rome et Genève, M. Vettovaglia a passé son concours d'entrée à la carrière diplomatique en 1969. Au cours de son parcours diplomatique, M. Vettovaglia a exercé les fonctions de secrétaire, ministre, délégué et expert, notamment auprès de l'Ambassade de Suisse au Ghana (1971-1974), en Inde et au Népal (1974-1977), en Yougoslavie (1977-1981), et pour la Mission permanente de la Suisse auprès des organisations internationales à Genève (1983-1988). Il a ensuite été ambassadeur à Vienne (1988-1993), en Roumanie (1993-1996) et à Paris (2000-2007). M. Vettovaglia a été administrateur de la BIC-BRED Paris jusqu'au 30 mai 2016. Il travaille comme consultant international depuis 2007. Il exerce les fonctions d'éditorialiste pour les questions internationales auprès de Q Magazine.

Direction Générale



De gauche à droite : François Monnier, Emmanuel Lemoigne, Franck Nater, Antoine Spinelli

M. Emmanuel Lemoigne, de nationalité française et domicilié en Suisse, occupe depuis février 2015 la fonction de Directeur Général.

Au bénéfice d'un diplôme universitaire de technologie en gestion des entreprises et des administrations, d'un diplôme de l'Ecole Supérieure de Commerce d'Amiens (ISAM), d'un diplôme d'études supérieures de l'Institut Technique de Banque (France) et d'un diplôme du Centre d'Etudes Supérieures de Banque (Paris), M. Lemoigne a effectué l'ensemble de sa carrière auprès de la BRED, d'abord en qualité de Group Manager and Sales Manager en Retail Banking (1991-2001), puis en tant que Head of Distribution en Corporate Banking (2001-2005). Il a également occupé la fonction de Regional Manager en Retail et Corporate Banking (2005-2009) et de 2009 à 2015, il était Executive Director et membre du Comité Exécutif du Groupe BRED, Paris, en charge de la Banque de Grande Clientèle.

M. François Monnier, de nationalité française et domicilié en Suisse, occupe depuis juin 2015 la fonction de Directeur Général Adjoint et Directeur Commercial.

Diplômé de l'Institut Supérieur de Gestion, M. Monnier a débuté sa carrière auprès de la Compagnie Bancaire (1988-1994). Il a ensuite travaillé comme chargé d'affaires entreprises auprès du Crédit National (1994-1998) devenu Natixis quelques années plus tard. De 1998 à 2001, il a été Chief Representative de Natixis à Jakarta en Indonésie puis a occupé à son retour en France la fonction de Head of Paris Group Metaux puis Soft Commodities au sein du département Négoce de Natixis (2001-2009). A partir de 2009, M. Monnier a rejoint BNP Paribas (Suisse) et est devenu en 2012, Group Head, Energy and Metals, au sein d'Energy and Commodity Finance.

M. Franck Nater, de nationalité suisse et domicilié en France, occupe depuis juillet 2015, la fonction de Directeur Général Adjoint et Directeur des Opérations. Il assure la gestion du Crédit, du Middle et Back Office de la Banque, de l'IT, de la Sécurité Physique et Informatique,

de la Continuité d'Activité et des Moyens Généraux.

Diplômé en sociologie et relations publiques de l'Université de Paris (1987), M. Nater a débuté sa carrière auprès de la B.A.I.I., Paris en tant qu'Account Officer (1989-1991). Il a travaillé auprès de la Bank Brussel Lambert (Suisse) en qualité de Team Head L/C Department (1991-1995). De 1995 à 1999, M. Nater a occupé les fonctions de Relationship Manager Commodity Trade Finance auprès du Crédit Lyonnais (Suisse) puis a rejoint BNP Paribas (Suisse) occupant successivement de 1999 à 2015 les postes de Relationship Manager Commodities Trade Finance, Team Head Collateral Officer Commodities Trade Finance, Deputy Head Collateral Officer CIB Energy Commodity Financing et Head Transaction Management CIB Energy Commodity Financing.

M. Antoine Spinelli, de nationalité française et domicilié en Suisse, occupe, depuis avril 2018, la fonction de Directeur des Risques, responsable de la direction des risques, de la compliance et des contrôles permanents.

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur de l'Ecole Supérieure d'Optique de Palaiseau (2005), de deux Masters of Science en Optique, Photonique et Hyperfréquences et en Image et Vision de l'Université Jean Monnet de Saint Etienne (2005) et d'un MBA de HEC Paris (2015), M. Spinelli a débuté sa carrière dans l'industrie des mines, notamment en développant et en commercialisant des solutions de tri optique de minerais et de métaux de base (2003-2007). Après une étape d'entrepreneur, il intègre en 2008 la société Moody's où il occupera à Londres puis à Paris des fonctions de Relationship Manager pour les solutions de gestion du risque de crédit et du risque réglementaire lié à Bâle II/III. En 2015, il rejoint Deloitte SA à Genève en tant que responsable pour la Suisse de la practice Audit pour la gestion des risques des institutions financières. Il effectuera en 2016 un détachement à la FINMA au sein du département Risk management de la division Banques.

PARTIE 5

Opinion d'audit



KPMG SA
Financial Services Suisse romande
111 Rue de Lyon
CH-1203 Genève

Case postale 347
CH-1211 Genève 13

Téléphone +41 58 249 25 15
Téléfax +41 58 249 25 13
www.kpmg.ch

Rapport de l'organe de révision à l'Assemblée générale de

BIC-BRED (Suisse) SA, Genève

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de BIC-BRED (Suisse) SA, comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état des capitaux propres et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2018.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2018 sont conformes à la loi suisse et aux statuts.



Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

KPMG SA

Philippe Ruedin
*Expert-réviser agréé
Réviser) responsable*

Zoé Souclier
Expert-réviser agréée

Genève, 9 avril 2019

Annexe(s) :

- Comptes annuels constitués du bilan, du compte de résultat, de l'état des capitaux propres et de l'annexe

PARTIE 6

Rapport d'Activité

Bilan

En milliers de CHF

	Notes	31.12.2018	31.12.2017
Actifs			
Liquidités		227'195	71'413
Créances sur les banques	15	173'451	177'123
Créances sur la clientèle	6	419'658	346'188
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	7	7	123
Immobilisations financières	8	19'670	-
Comptes de régularisation et charges payées d'avance		1'152	1'195
Immobilisations corporelles	9	159	162
Total des actifs		841'292	596'204
Passifs			
Engagements envers les banques	15	543'429	272'415
Engagements résultant des dépôts de la clientèle		227'649	259'985
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	7	3	123
Comptes de régularisation		3'108	1'755
Sous-total des passifs		774'189	534'278
Capital social	14, 16	78'074	78'074
Bénéfice reporté / perte reportée		-16'148	-16'238
Bénéfice / Perte (résultat de la période)		5'177	90
Total des fonds propres		67'103	61'926
Total des passifs		841'292	596'204
Total des engagements subordonnés		25'000	25'000
- Dont avec obligation de conversion et/ou abandon de créance	15	25'000	25'000
Opérations hors bilan			
Engagements conditionnels	6, 22	167'518	213'803
Engagements irrévocables	6	2	2

Compte de résultat

En milliers de CHF

	Notes	31.12.2018	31.12.2017
Résultat des opérations d'intérêts			
Produits des intérêts et des escomptes	24	14'276	7'586
Produits des intérêts et des dividendes des immobilisations financières		73	11
Charges d'intérêts	24	-5'508	-2'656
Résultat brut des opérations d'intérêts		8'841	4'941
Variation des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	6, 13	512	-2'177
Sous-total Résultat net des opérations d'intérêts		9'353	2'764
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service			
Produit des commissions sur les opérations de crédit		5'542	2'925
Produit des commissions sur les autres prestations de service		1'556	2'446
Charges de commissions		-1'022	-559
Sous-total Résultat des opérations de commissions et des prestations de service		6'076	4'812
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	23	208	568
Autres résultats ordinaires		-	-
Résultat des aliénations d'immobilisations financières		-	-
Autres produits ordinaires		-	104
Sous-total Autres résultats ordinaires		-	104
Charges d'exploitation			
Charges de personnel	25	-8'306	-6'336
Autres charges d'exploitation	26	-1'818	-1'659
Sous-total Charges d'exploitation		-10'124	-7'995
Produits bruts		5'513	253
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles		-111	-135
Résultat opérationnel		5'402	118
Produits extraordinaires	27	1	241
Charges extraordinaires	27	-	-37
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	13	-	-
Impôts	28	-227	-232
Bénéfice (résultat de la période)		5'177	90

Etat des variations des capitaux propres

En milliers de CHF

	Capital Social	Réserves pour risques bancaires généraux	Bénéfice / Perte reportée	Résultat de la période	Total
Situation au 31.12.2017	78'074	-	-16 238	90	61 926
Attribution du résultat 2017	-	-	90	-90	-
Autres dotations / (prélèvements) affectant les réserves pour risques bancaire généraux					-
Bénéfice / Perte (Résultat de la période)	-	-	-	5 177	5 177
Capitaux propres au 31.12.2018	78'074	-	-16 148	5 177	67'103

Annexes aux comptes annuels 2018

1 Raison sociale, forme juridique et siège de la Banque

1. Raison sociale, forme juridique et siège

La Banque Internationale de Commerce – BRED (Suisse) SA a obtenu l'autorisation d'exercer une activité bancaire en Suisse le 21 septembre 2015. Elle a repris les activités de la succursale à Genève de la Banque Internationale de Commerce – BRED Paris par le biais d'une augmentation qualifiée de capital avec effet au 28 février 2015.

La Banque a son siège à Genève.

La Banque est détenue à 100% par la Banque Internationale de Commerce-BRED SA, Paris, (le Siège) dont le capital est détenu à 99.99% par la Compagnie Financière de la BRED SA (COFIBRED), détenue à 100% par la BRED-Banque Populaire (le Groupe).

La BRED Banque Populaire détient 4.95% du capital de la BPCE.

2. Effectifs

Au 31 décembre 2018, la Banque employait 41.7 personnes équivalent temps plein contre 33.8 au 31 décembre 2017.

3. Activités

La Banque est active dans le financement du commerce international et plus particulièrement dans le financement des matières premières (pétrole et dérivés, métaux et minerais, matières premières agricoles, engrais, matières brutes ou ayant subi un niveau de transformation limitée).

Elle offre à sa clientèle un panel complet de services en lien avec cette activité : activité de crédit basé sur des financements décaissés ou émission d'instruments bancaires par signature, des produits de couverture fournis par la salle des marchés du Groupe, etc...

2 Principes d'établissement des comptes sociaux

1. Principes régissant l'établissement des comptes

Les principes de comptabilité, de comptabilisation et d'évaluation sont conformes au code des obligations, à la loi sur les Banques et à son ordonnance ainsi qu'aux prescriptions comptables pour les Banques, les négociants en valeurs mobilières et les groupes et conglomerats financiers définies par la circulaire 2015/1 de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA. Le bouclage individuel statutaire avec présentation fiable présente la situation économique de la Banque de façon à ce qu'un tiers puisse s'en faire une opinion fondée. Les comptes annuels peuvent contenir des réserves latentes.

Les chiffres des annexes ont été arrondis pour les besoins de la publication.

2. Principes généraux d'évaluation

Les comptes ont été établis selon l'hypothèse de la poursuite de l'activité. Les inscriptions au bilan sont fondées sur des valeurs de continuation.

L'actif comprend les éléments du patrimoine dont l'entreprise peut disposer en raison d'événements passés, dont elle attend un flux d'avantages économiques et dont la valeur peut être estimée avec un degré de fiabilité suffisant. Lorsqu'une estimation fiable de la valeur de l'actif n'est pas possible, il s'agit d'une créance éventuelle, qui est commentée dans l'annexe.

Les dettes qui résultent de faits passés, qui entraînent un flux probable d'avantages économiques à la charge de l'entreprise et dont la valeur peut être estimée avec un degré de fiabilité suffisant sont inscrites au passif du bilan. Lorsqu'une estimation fiable n'est pas possible, il s'agit d'un engagement conditionnel, qui est commenté dans l'annexe.

Les postes présentés dans les positions du bilan sont évalués individuellement.

3. Saisie des opérations

Les transactions sont enregistrées au bilan à la date de leur conclusion.

4. Conversion des monnaies étrangères

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis aux cours de change en vigueur à la date du bilan. Les immobilisations corporelles et les valeurs immatérielles sont converties au cours historique. Le résultat de change issu de la conversion des positions en monnaies étrangères est enregistré dans la rubrique « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ».

Les produits et les charges libellés en monnaies étrangères sont convertis au cours de change du jour de leur comptabilisation.

La conversion des principales monnaies étrangères en Franc Suisse à la date de clôture a été effectuée aux cours suivants :

	31.12.2018	31.12.2017
USD	0.9802	0.9757
EUR	1.1227	1.1702
GBP	1.2437	1.3189

5. Traitement des intérêts

Les intérêts et les commissions correspondantes réputés en souffrance ne sont pas saisis comme produits des intérêts. Sont considérés comme tels les intérêts et les commissions échus depuis plus de 90 jours et impayés. Pour ce qui est des crédits en comptes courants, sont considérés comme étant en souffrance les intérêts et les commissions lorsque la limite de crédit est dépassée depuis plus de 90 jours. Dès cet instant, et jusqu'au moment où aucun intérêt échu depuis 90 jours n'est ouvert, les intérêts et commissions courus futurs ne sont

pas crédités dans la rubrique « Produit des intérêts et des escomptes ».

Les intérêts en souffrance ne sont pas extournés rétroactivement. Les créances résultant des intérêts accumulés jusqu'à l'expiration du délai de 90 jours (intérêts échus et impayés ainsi qu'intérêts courus accumulés) sont amorties par la rubrique « Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ».

3 Principes d'évaluation des postes

1. Liquidités

Les liquidités sont enregistrées à la valeur nominale.

2. Créances sur les banques et créances sur la clientèle

Les créances sur les banques et les créances sur la clientèle sont enregistrées à la valeur nominale, diminuée des correctifs de valeur nécessaires.

L'escompte sur les papiers monétaires est comptabilisé comme produit encaissé d'avance et imputé au compte de résultat jusqu'à l'échéance.

3. Valeurs de remplacement positives et négatives des instruments financiers dérivés

Les instruments financiers sont évalués à leur juste valeur et leurs valeurs de remplacement positives ou négatives sont présentées dans les rubriques correspondantes du bilan. La juste valeur a pour base les prix de marché.

Le résultat réalisé des opérations de négoce et celui non réalisé de l'évaluation des opérations de négoce sont enregistrés à la rubrique « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ».

4. Immobilisations corporelles

Les investissements dans de nouvelles immobilisations corporelles, qui sont utilisées durant plus d'une période comptable, sont portés au bilan à leur coût d'acquisition et amortis selon la méthode linéaire sur leur durée de vie prévisible.

Les immobilisations corporelles sont amorties de façon linéaire par la position « Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles », en fonction de la durée d'utilisation estimée avec prudence. La durée d'utilisation estimée des immobilisations corporelles se résume comme suit :

- Installations : 5 ans
- Logiciels informatiques acquis : 3 ans (max 5 ans)
- Machines de bureau et mobilier : 3 ans.

La Banque examine, à la date du bilan, si la valeur de chaque immobilisation corporelle est dépréciée. Cet examen est effectué sur la base de signes donnant à penser que certains actifs pourraient avoir subi des pertes de valeur. Si elle observe de tels signes, la Banque détermine la valeur réalisable de chaque actif. La valeur d'un actif est dépréciée si sa valeur comptable dépasse la valeur réalisable.

Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une perte de valeur, la Banque amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié.

S'il y a dépréciation, la valeur comptable est ramenée à la valeur réalisable et la dépréciation de valeur inscrite au débit de la rubrique « Corrections de valeur sur participation, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles ».

Les gains réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations corporelles sont enregistrés dans la rubrique « Produits extraordinaires », les pertes réalisées dans la rubrique « Charges extraordinaires ».

5. Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent les titres acquis dans un but de placement à moyen et à long termes ainsi que les titres de participation détenus ni dans le dessein de négoce, ni dans le dessein d'un placement permanent.

Les titres productifs d'intérêts (valeurs mobilières), destinés à être conservés jusqu'à l'échéance, sont évalués à leur valeur d'acquisition compte tenu de la délimitation de l'agio ou du disagio (composantes du taux) sur la durée (accrual method). Les gains et pertes résultant d'une vente ou d'un remboursement anticipé sont pris en compte proportionnellement jusqu'à l'échéance initiale prévue. Les modifications de valeur en lien avec le risque de défaillance sont enregistrées dans les « Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ».

6. Engagements envers les banques et engagements résultant des dépôts de la clientèle

Ces positions sont enregistrées à la valeur nominale.

7. Provisions

En respect du principe de précaution, des provisions peuvent être constituées pour tout risque de perte potentielle ou avérée à la date du bilan lié à un engagement au bilan. Ces risques sont revus régulièrement par la Direction. Si une provision apparaît comme nécessaire, elle est constituée au niveau du compte de résultat.

8. Réserves pour risques bancaires généraux (RRBG)

Les réserves pour risques bancaires généraux sont des réserves constituées préventivement dans le but de couvrir les risques découlant de l'activité de la Banque.

Les réserves pour risques bancaires généraux ne sont pas fiscalement imposables dans la limite du seuil prévu.

9. Engagements de prévoyance

Les collaborateurs sont assurés auprès d'une fondation de prévoyance collective. L'organisation, la gestion et le financement des plans de prévoyance sont conformes aux dispositions légales, aux actes de fondation ainsi qu'aux

règlements de prévoyance en vigueur. Les six plans de prévoyance de la Banque sont constitués en primauté des cotisations.

La Banque assume les coûts de la prévoyance professionnelle des collaborateurs et de leurs survivants conformément aux dispositions légales. Les cotisations d'employeur correspondant aux plans de prévoyance sont enregistrées dans la rubrique « Charges de personnel ».

La Banque examine à la date du bilan s'il existe dans les institutions de prévoyance un avantage ou un engagement économique.

Les avantages économiques des plans de prévoyance (y compris la réserve de cotisations de l'employeur sans renonciation d'utilisation) sont portés au bilan sous le poste « Autres actifs », les engagements économiques sous le poste « Provisions ». Les adaptations de valeur relatives aux avantages/engagements économiques par rapport à la période précédente sont inscrites dans la rubrique « Charges de personnel » du compte de résultat.

10. Fonds propres

Les fonds propres sont constitués du capital social, des reports à nouveau et du résultat de la période.

11. Impôts

Les impôts courants sont des impôts récurrents, en règle générale annuels, affectant le revenu et le capital. L'impôt sur les transactions n'en fait pas partie.

Les engagements résultant des impôts courants affectant le revenu et le capital sont enregistrés dans la rubrique « Comptes de régularisation » (passif).

Les impôts courants affectant le revenu et le capital sont enregistrés dans la rubrique « Impôts » du compte de résultat.

12. Opérations hors-bilan

Les engagements conditionnels et irrévocables sont portés hors bilan à la valeur nominale.

13. Structure de l'annexe

L'annexe suit la structure établie par la FINMA dans la circulaire 2015/1 Comptabilité Banques. Les rubriques ne concernant pas la Banque ne sont pas relevées dans l'annexe.

4 Gestion des risques

1. Introduction

La politique des risques de la Banque s'appuie sur la politique générale du Groupe à qui elle appartient. Les risques font l'objet d'un dispositif de suivi approuvé par le Conseil d'Administration.

Les membres de la Direction sont informés régulièrement de la situation de la Banque, de l'état de son portefeuille, de ses résultats, ainsi que des risques y relatifs.

La Banque est exposée aux risques suivants : les risques de crédit, de marché, de liquidité, ainsi que les risques opérationnels et juridiques. La surveillance, l'identification, la mesure et le pilotage de ces risques figurent parmi les compétences clés de la Banque.

2. Risques de crédit

2.1 Fondements du dispositif d'octroi

Que ce soit pour les risques de crédit pris sur des sociétés, des banques ou institutions financières, la gestion des risques de crédit est commune et s'articule autour de plusieurs axes :

- Etablissement d'une analyse spécifique et détaillée sur base annuelle pour chaque demande de crédit selon des prérequis clairement établis ;
- Attribution d'une note au niveau de la contrepartie selon une grille d'évaluation établie en interne ;
- Une prise de décision collégiale par des comités de crédit fondée sur l'analyse de crédit rédigée par les équipes commerciales et une analyse contradictoire établie par le département des Risques de crédit ;
- Des principes de division des risques dictés par le respect des limites réglementaires et l'établissement de seuils selon les secteurs, les types de contreparties et les risques pays ;
- Des procédures détaillant ces éléments de processus crédit et de politique crédit.

2.2 Surveillance des crédits

Les crédits octroyés font l'objet de suivis rigoureux à différents niveaux, notamment concernant :

- La documentation juridique (ou autres) requise ;
- Le respect des limites octroyées et leurs modalités (échéances, conditions spécifiques etc.) ;
- Les risques indirects qui peuvent être rencontrés dans le cadre de certaines opérations dites transactionnelles (cf. ci-dessous).

Ces suivis sont effectués par des départements indépendants de la direction commerciale.

Il s'agit principalement du département des risques de crédit et du contrôle permanent.

Concernant les crédits relevant d'une approche dite transactionnelle auto liquidative, i.e. les financements de matières premières qui sont remboursés par le produit de leur vente, la Banque dispose d'un département spécifique, le Collatéral Management, qui effectue un suivi rigoureux du statut du sous-jacent financé (matière première en stock dans un port ou en transit avec un titre négociable etc.). La Banque effectue également des due diligences sur les entités avec lesquelles ses clients travaillent et qui peuvent avoir des conséquences en terme de crédit : courtiers, entrepositaires, etc.

La surveillance de crédit s'effectue également au travers des revues de portefeuille.

2.3 Mesures visant à atténuer le risque

Les mesures retenues visant à atténuer le risque de crédit sont actuellement :

- Les liquidités nanties ;
- Les garanties reçues d'entités de la BRED ou du groupe BRED ;
- Les garanties émises par d'autres institutions financières ou sociétés d'assurance bénéficiant de ratings externes solides (i.e. au-moins Investment Grade) pour lesquelles une autorisation de crédit a été mise en place pour permettre le transfert de risque sur ces entités et dès lors que les garanties satisfont les conditions édictées par la Circulaire 2017/7 Risques de crédit – Banques Cm 281 à 311.

Ces mesures sont regroupées sous le terme de « Autres couvertures » dans la note 6.

2.4 Valorisation des collatéraux

En général, dans son activité de financement du commerce international, la Banque octroie des crédits en fonction de collatéraux i.e. des documents attestant de l'existence de matières premières (connaissances maritimes, certificats d'entreposage, etc.) ou de créances nées. Ces collatéraux ne représentent pas des « couvertures » dans la mesure où ils ne permettent pas une réduction formelle du risque de crédit et n'ont pas toujours de valeur juridique incontestable. Nonobstant ces points, dans la pratique, les collatéraux représentent la source de remboursement principale des prêts octroyés en cas de défaut du débiteur et constituent donc un élément majeur dans la gestion des risques.

La valorisation de ces collatéraux est actualisée périodiquement par le Collatéral Management.

2.5 Identification des créances en souffrance

Les créances sont qualifiées de « en souffrance » lorsqu'elles qualifient pour une de ces situations :

- Si le débiteur s'est mis dans un régime de protection ou dérogatoire ou par effet de contagion si le client est considéré comme en défaut dans une autre entité du groupe BRED ;
 - Si un défaut de paiement sur principal et/ou intérêts et/ou commissions est constaté pendant plus de 90 jours ;
 - Si la Banque dispose d'informations qui rendent improbables que le débiteur rembourse en totalité son crédit ou qu'il est probable que la Banque ne percevra pas tout ou partie des sommes dues (risque avéré) – cette analyse étant effectuée indépendamment des couvertures et des collatéraux.
- Les créances en souffrance peuvent faire l'objet d'un ajustement de valeur spécifique (cf. point suivant) ou non.

2.6 Identification des créances douteuses et corrections de valeur pour risque de crédit – provisions spécifiques

Lorsqu'une créance est en souffrance, elle est considérée comme douteuse.

Si en outre, il est probable que le débiteur ne sera pas en mesure de faire face à ses engagements futurs pour tout ou partie de la créance après analyse des couvertures et des collatéraux, alors une provision spécifique égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur vraisemblablement réalisable (ou valeur de liquidation) doit être passée.

La valeur de liquidation est ainsi calculée :

- Juste valeur des sûretés qui devront être liquidées après déduction des coûts estimés à la vente ou
- Valeur actualisée des flux de trésorerie prévus en appliquant le taux de rendement avant défaut et en utilisant des hypothèses et des projections raisonnables et fondées ou
- Valeur marchande observable du prêt si c'est un indicateur fiable de sa valeur de recouvrement estimée.

2.7 Suivi des crédits en difficultés

La Banque dispose d'un dispositif spécifique pour suivre les dossiers en difficulté en termes de comités, procédures, etc.

Un système d'identification est également en place pour pouvoir suivre de manière appropriée :

- Les opérations délicates : identification d'opérations qui présentent un risque accru en terme de recouvrement mais pour lesquelles le recouvrement n'est pas jugé problématique et sans que l'évaluation au niveau du client ne soit modifiée (« aléas commercial ponctuel ») ;
- Les dossiers présentant un risque élevé sans présenter un événement de risque avéré : ces dossiers constituent la Watchlist (WL) saine. La classification en WL saine est réalisée soit sur décision d'un comité de crédit soit de manière automatique car certains critères ont été remplis.
- Les dossiers en souffrance qui constituent la WL douteuse.

3. Risque de contrepartie dans les affaires interbancaires

Dans les transactions interbancaires, la Banque ne travaille qu'avec des contreparties de premier ordre et ne noue jamais de relations d'affaires sans procéder à une évaluation détaillée du risque de défaut. Le respect des limites est surveillé régulièrement par la fonction des risques de crédit. L'examen de la notation de la contrepartie a lieu sur une base annuelle et est effectué au sein du groupe BPCE.

En cas d'événements de marché extrême, la Banque examine la situation en continu afin de pouvoir réagir instantanément à une aggravation du risque.

4. Risques de marché

4.1 Risques de variation de taux

Le risque de taux réside dans l'exposition de la Banque à une fluctuation défavorable des taux, compte tenu de ses positions au bilan ou hors-bilan. Une forte variation des taux à la hausse ou à la baisse, suivant la structure du bilan et hors bilan, peut entraîner une perte de revenu, voire une marge d'intérêt négative.

De par l'activité de la Banque, les risques de taux sont en principe compris dans les positions actives et passives suivantes : créances et engagements envers les banques et la clientèle.

4.2 Risques de change

La Banque peut être exposée à un risque de change sur ses revenus par le fait que son compte de résultat est en CHF et que sa source principale de revenu est en USD et dans une moindre mesure en EUR. Un risque de change peut également naître dans le cas où la devise du refinancement est différente de celle de la position active.

Les positions de change résultant du bilan de la Banque sont systématiquement couvertes. La stratégie consiste à équilibrer les actifs et passifs libellés dans la même devise. De ce fait, la Banque n'est pas exposée à un risque de change significatif.

4.3 Risques de liquidité

Le département de trésorerie vérifie le respect des limites et des objectifs. Il réalise un suivi des actifs liquides, de la situation de financement et des risques de concentration. Les limites de liquidité et de financement sont approuvées chaque année par la Direction et le Conseil d'Administration, qui tiennent compte de la stratégie d'affaires ainsi que de l'appétence au risque.

La gestion de la liquidité vise à générer une position de liquidité solide, permettant à la Banque de faire face en tout temps à ses obligations de paiement.

Tous les flux de trésorerie importants ainsi que la disponibilité de sûretés de première qualité pouvant être utilisées pour se procurer des liquidités supplémentaires sont régulièrement vérifiés.

5. Risques opérationnels

5.1 Principes généraux et évaluation

Les risques opérationnels sont définis comme des risques de pertes directes ou indirectes résultant d'une inadéquation ou d'une défaillance attribuable aux procédures, au facteur humain, aux systèmes ou à des événements extérieurs.

L'évaluation des risques opérationnels et de compliance porte sur les pertes financières directes ainsi que sur les conséquences qu'entraînerait une perte de confiance des clients.

L'objectif premier de la gestion des risques opérationnels est de conforter la réputation de l'établissement vis-à-vis des clients, des actionnaires et du régulateur.

Les risques opérationnels sont mesurés sur la base des dommages résultant de situations normales et extrêmes. Le département « Contrôle Permanent » gère une base de données des incidents ayant conduit à des pertes. Pour le pilotage du risque, il répartit les cas de pertes en différents groupes de risques et définit des mesures pour diminuer le potentiel de pertes. Il reporte régulièrement à la Direction les résultats de ses contrôles.

5.2 Processus de contrôle et de sauvegarde

Pour ce qui est des processus, de la sécurité de l'information, des systèmes de contrôle et de la formation, des mesures sont prises pour atténuer la survenance d'un dommage. Le plan de continuité des activités contribue également à assurer la sécurité opérationnelle en cas de catastrophes tant internes qu'externes.

Les contrôles clés sont documentés selon des principes uniformes. Tous les départements de la Banque effectuent des évaluations sur base annuelle des processus de contrôle interne afin de mesurer leur efficacité opérationnelle. Chaque année, le plan de Business Continuity Management est testé. Les observations faites à cette occasion sont consignées dans le rapport sur les risques opérationnels adressé à la Direction. Les améliorations proposées dans le rapport sont validées par les organes de la Banque.

5.3 Risque Compliance et Juridique

Le Département Compliance contrôle la stricte application des règles internes de la Banque et du Groupe ainsi que le respect du cadre réglementaire en vigueur. Le Département Compliance est en charge d'une veille réglementaire sur le suivi des nouvelles réglementations édictées par les autorités de surveillance et les gouvernements et leurs intégrations dans les procédures et le fonctionnement de la Banque.

6. Politique d'affaires lors de la mise en œuvre d'instruments financiers dérivés et de l'utilisation de la comptabilité de couverture

La Banque n'applique pas de comptabilité de couverture. Les instruments financiers dérivés sont utilisés dans le cadre de la gestion des risques et servent essentiellement à couvrir les risques de taux d'intérêt et de change ainsi que, sous certaines conditions, à réduire les risques de crédit, y compris ceux relatifs à des transactions futures. Les opérations de couverture sont toujours conclues avec des contreparties externes. La Banque fait appel à la salle des marchés de la BRED pour effectuer ce type d'opérations

5 Événements significatifs survenus après la date du bilan

Aucun événement significatif n'est survenu après la date du bilan.

Détails relatifs aux positions de l'annexe aux comptes annuels

En milliers de CHF

6 Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises

NATURE DES COUVERTURES					
		Couvertures hypothécaires	Autres couvertures	Sans couverture	Total
Prêts et effets de changes (avant compensation avec les corrections de valeur)					
Créances sur la clientèle		-	173'842	262'190	436'032
Total des prêts et effets de changes (avant compensation avec les corrections de valeur)	31.12.2018	-	173'842	262'190	436'032
	31.12.2017	-	50'741	323'048	373'789
Total des prêts et effets de changes (après compensation avec les corrections de valeur)	31.12.2018	-	173'842	245'816	419'658
	31.12.2017	-	50'741	295'447	346'188
Hors bilan					
Engagements conditionnels		-	26'867	140'651	167'518
Engagements irrévocables		-	-	2	2
Total du hors bilan au	31.12.2018	-	26'867	140'653	167'520
	31.12.2017	-	9'512	204'293	213'805
		Montant brut	Valeur estimée de réalisation des sûretés	Montant net	Corrections de valeurs individuelles
Total des créances compromises	31.12.2018	21'667	-	21'667	21'667
	31.12.2017	37'708	4'878	32'830	31'610

Détails relatifs aux positions de l'annexe aux comptes annuels (suite)

En milliers de CHF

7 Présentation des instruments financiers dérivés (actifs et passifs)

		INSTRUMENTS DE NEGOCE		
		Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats
Devises / métaux précieux				
Contrats à terme		7	3	10'182
Total avant prise en compte des contrats de netting	31.12.2018	7	3	10'182
<i>Dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>		-	-	-
31.12.2017		123	123	9'240
<i>Dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>		-	-	-
		Valeurs de remplacement positives (cumulées)	Valeurs de remplacement négatives (cumulées)	
Total après prise en compte des contrats de netting	31.12.2018	7	3	
31.12.2017		123	123	
Répartition selon les contreparties		Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières	Autres clients
Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)	31.12.2018	-	5	2

La Banque n'a pas d'instrument de couverture et n'effectue pas de netting des valeurs de remplacement positives ou négatives.

Détails relatifs aux positions de l'annexe aux comptes annuels (suite)

En milliers de CHF

8 Immobilisations financières	Valeur comptable		Juste valeur	
	31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2017
Répartitions des immobilisations financières				
Titres de créance	19'670	-	19'670	-
<i>Dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance</i>	19'670	-	19'670	-
<i>Dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance (disponible à la revente)</i>	-	-	-	-
Titres de participation	-	-	-	-
<i>Dont participations qualifiées</i>				
Métaux précieux	-	-	-	-
Immeubles	-	-	-	-
Total	19'670	-	19'670	-
<i>Dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	-	-	-	-

Répartitions des contreparties selon la notation	31.12.2018	31.12.2017
AAA à AA-	19'670	-
A+ à A-	-	-
BBB+ à BBB-	-	-
BB+ à B-	-	-
Inférieur à B-	-	-
Sans notation	-	-
Total des titres de créance	19'670	-

Détails relatifs aux positions de l'annexe aux comptes annuels (suite)

En milliers de CHF

9 Présentation des immobilisations corporelles

	31.12.2017			2018			31.12.2018	
	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable	Changement d'affectation	Investissements	Désinvestissements	Amortissements	Valeur comptable
Logiciels acquis	541	-464	76	-	61	-	-49	89
Autres immobilisations corporelles	213	-127	86	-	47	-	-62	70
Total des immobilisations corporelles	754	-592	162	-	108	-	-111	159

La Banque a conclu un bail représentant des charges de loyers futurs pour un montant de CHF 918'459.- s'étalant sur la durée du bail, soit une échéance allant jusqu'au 31 mars 2021.

10 Répartition des autres actifs et autres passifs

	Autres actifs		Autres passifs	
	31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2017
Impôts indirects	-	-	-	-
Charges à récupérer	-	-	-	-
Avances diverses	-	-	-	-
Total	-	-	-	-

Détails relatifs aux positions de l'annexe aux comptes annuels (suite)

En milliers de CHF

11	Indication des actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements ainsi que des actifs qui font l'objet d'une réserve de propriété	31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2017
		Valeurs comptables	Valeurs comptables	Engagements effectifs	Engagements effectifs
	Actifs nantis / cédés	-	-	-	-
	Total des actifs mis en gage ou cédés en garantie	-	-	-	-

12 Situation économique des propres institutions de prévoyance

Présentation de l'avantage / engagement économique et des charges de prévoyance

	Excédent / insuffisance de couverture	Part économique de la Banque/du groupe financier		Modification de la part économique par rapport à l'année précédente	Cotisations payées pour l'année de référence	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
	31.12.2018	31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2018	31.12.2018	31.12.2017
Plans de prévoyance sans excédent ni insuffisance	-	-	-	-	-	786	648
Total	-	-	-	-	-	786	648

La société Banque Internationale de Commerce BRED (Suisse) SA a signé un contrat d'affiliation avec la fondation collective, AXA Fondation LPP Suisse romande, Winterthur, en date du 1er janvier 2016 qui respecte au minimum les dispositions légales concernant les mesures de prévoyance professionnelle en Suisse. Les mesures de prévoyance sont qualifiées selon les normes suisses de primauté des cotisations.

Il existe 6 plans de prévoyance :

- Trois plans de base à choix pour tous les salariés, à l'exception du comité de la Direction Générale ;
- Un plan complémentaire pour les cadres ;
- Deux plans pour le comité de la Direction Générale (plan couvrant le salaire fixe et plan couvrant le bonus).

Au 31 décembre 2018, 44 employés sont assurés.

La tenue des comptes de la fondation collective, AXA Fondation LPP Suisse romande, Winterthur pour l'application des mesures de prévoyance professionnelle est basée sur la norme Swiss GAAP RPC.

Il n'existe aucune réserve de contribution de l'employeur en 2018. La banque n'a pas d'engagements de prévoyance envers ses propres institutions de prévoyance au 31 décembre 2018.

Détails relatifs aux positions de l'annexe aux comptes annuels (suite)

En milliers de CHF

13 Présentation des corrections de valeur, des provisions et des réserves pour risques bancaire généraux

	Etat au 31.12.2017	Utilisations conformes au but	Reclassifi- cation	Différences de change	Intérêts en souffrance, recouvre- ments	Nouvelles constitutions à la charge du compte de résultat	Dissolutions par le compte de résultat	Etat au 31.12.2018
Autres provisions	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des provisions	-	-	-	-	-	-	-	-
Réserves pour risques bancaires généraux	-	-	-	-	-	-	-	-
Corrections de valeur pour risques de défaillance et risques pays	31'610	-9'092	-	-378	40	1'250	-1'764	21'667
<i>Dont corrections de valeur pour les risques de défaillance des créances compromises</i>	<i>31'610</i>	<i>-9'092</i>	-	<i>-378</i>	<i>40</i>	<i>1'250</i>	<i>-1'764</i>	<i>21'667</i>

Un complément de provision spécifique pour un montant total de CHF 1.2 millions a été constitué sur une créance compromise identifiée durant les exercices précédents.

Les intérêts échus depuis plus de 90 jours ont été provisionnés pour un montant de KCHF 40 sur cette même créance compromise.

La Banque a cédé 50% du montant nominal brut de garantie d'une de ses créances compromises et déjà totalement provisionnée pour un montant de CHF 14.2 millions. En conséquence, elle a effectué le write-off d'une partie de la provision pour un montant de CHF 10.9 millions et a effectué une reprise sur perte sur créance irrécouvrable pour ce même montant.

Le montant de la cession encaissé est de CHF 2.3 millions dont KCHF 541 ont été reversés au garant en proportion de sa participation. La Banque a également récupéré un montant de KCHF 27 sur une créance compromise des exercices précédents.

Détails relatifs aux positions de l'annexe aux comptes annuels (suite)

En milliers de CHF

14	Présentation du capital social					
	Valeur nominale en CHF	31.12.2018 Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende en KCHF	Valeur nominale en CHF	31.12.2017 Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende en KCHF
Capital-actions / capital social	100	780'738	78'074	100	780'738	78'074
<i>Dont libéré</i>	100	780'738	78'074	100	780'738	78'074
Total du capital social	100	780'738	78'074	100	780'738	78'074

Détails relatifs aux positions de l'annexe aux comptes annuels (suite)

En milliers de CHF

15 Indication des créances et engagements envers les parties liées

	Créances		Engagements	
	31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2017
Participants qualifiés	104'335	97'467	567'442	297'559
Sociétés liées	-	1'449	50'379	60'850
Affaires d'organes (hors bilan)	-	-	12	12
Total	104'335	98'916	617'833	358'421

Le montant déclaré dans "Affaires d'organes" correspond à une garantie de loyer.

Les engagements envers les sociétés liées incluent un engagement de CHF 49.4 millions auprès de la COFACE RE, filiale à 100% de la COFACE. Cette dernière est détenue à 41.24% par NATIXIS qui est elle-même détenue à 71% par le groupe BPCE.

Notre filiale est détenue à 100% par la BRED qui possède 4.95% du capital du groupe du BPCE.

La Banque a conclu un emprunt subordonné pour un montant de CHF 25 millions avec COFIBRED (participant qualifié) en date du 29 décembre 2015 avec clause PONV.

Les opérations bilan et hors-bilan envers les parties liées sont conclues à des conditions conformes au marché.

16 Participants significatifs et groupes de participants liés par des conventions de vote

	31.12.2018		31.12.2017	
	Nominal	Part en %	Nominal	Part en %
Avec droit de vote				
Banque Internationale de Commerce-BRED	100	100%	100	100%

La Filiale est détenue à 100% par la Banque Internationale de Commerce-BRED, filiale à 99.99% de la Compagnie Financière de la BRED (COFIBRED), filiale à 100% de la BRED Banque Populaire.

Droits et restrictions liés au capital social :

Toutes les composantes du capital social sont entièrement libérées.

Pour pouvoir exercer leur droit de vote et les droits qui lui sont liés, les détenteurs d'actions nominatives doivent être reconnus par le conseil d'administration et inscrits dans le registre des actionnaires. Cet assentiment peut être refusé si l'actionnaire ne déclare pas avoir acquis les actions en son nom et pour son compte ou si les droits de vote d'un propriétaire d'actions nominatives excèdent 5% du nombre total des actions nominatives émises.

Ce sont les seules restrictions au droit de vote des actionnaires.

Détails relatifs aux positions de l'annexe aux comptes annuels (suite)

En milliers de CHF

17	Présentation de la structure des échéances des instruments financiers							
		A vue	Dénonçable	Echu			Immobilisé	Total
				D'ici 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 12 mois et 5 ans		
Actifs / Instruments financiers								
Liquidités		227'195	-	-	-	-	-	227'195
Créances sur les Banques		110'236	-	58'645	4'570	-	-	173'451
Créances sur la clientèle		-	217'787	199'141	2'730	-	-	419'658
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés		7	-	-	-	-	-	7
Immobilisations financières		-	-	-	-	19'670	-	19'670
Total	31.12.2018	337'438	217'787	257'786	7'300	19'670	-	839'981
	31.12.2017	202'245	151'306	218'166	22'622	508	-	594'847
Fonds étrangers / Instruments financiers								
Engagements envers les Banques		4'062	-	539'367	-	-	-	543'429
Engagements résultant des dépôts de la clientèle		76'718	77	78'701	47'153	-	25'000	227'649
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés		3	-	-	-	-	-	3
Total	31.12.2018	80'780	77	618'068	47'153	-	25'000	771'081
	31.12.2017	125'273	77	300'626	81'547	-	25'000	532'523

Détails relatifs aux positions de l'annexe aux comptes annuels (suite)

En milliers de CHF

18 Présentation des actifs et passifs répartis entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile

Actifs	31.12.2018		31.12.2017	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
Liquidités	227'195	-	65'577	5'836
Créances sur les banques	219	173'232	16'879	160'244
Créances sur la clientèle	262'820	156'838	186'466	159'722
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	5	2	-	123
Immobilisations financières	-	19'670	-	-
Comptes de régularisation	1'152	-	1'195	-
Immobilisations corporelles	159	-	86	-
Valeurs immatérielles	-	-	76	-
Total	491'550	349'742	270'279	325'925

Passifs	31.12.2018		31.12.2017	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
Engagements envers les banques	980	542'449	-	272'415
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	178'301	49'348	182'535	77'450
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	-	3	123	-
Comptes de régularisation	3'108	-	1'755	-
Capital social	78'074	-	78'074	-
Perte reportée	-16'148	-	-16'238	-
Bénéfice / Perte (résultat de la période)	5'177	-	90	-
Total	249'492	591'800	246'339	349'865

Détails relatifs aux positions de l'annexe aux comptes annuels (suite)

En milliers de CHF

19 Actifs par pays ou par groupe de pays selon le principe du domicile

	31.12.2018		31.12.2017	
	Valeur absolue	Part %	Valeur absolue	Part %
Suisse	491'552	58.43%	270'279	45.33%
Europe				
Allemagne	-	0.00%	5'836	0.98%
Chypre	3'560	0.42%	5'570	0.93%
Espagne	1'545	0.18%	-	0.00%
France	114'148	13.57%	117'714	19.74%
Luxembourg	15'518	1.84%	-	0.00%
Royaume Uni	20'441	2.43%	31'669	5.31%
Moyen Orient				
Emirats Arabes Unis	16'733	1.99%	16'841	2.82%
Qatar	6'618	0.79%	-	0.00%
Amérique du Nord				
Etats-Unis	58'189	6.92%	69'431	11.65%
Afrique				
Burkina Faso	1'746	0.21%	-	0.00%
Côte d'Ivoire	3'602	0.43%	12'841	2.15%
Egypte	-	0.00%	1'307	0.22%
Ile Maurice	-	0.00%	2'376	0.40%
Kenya	-	0.00%	6'098	1.02%
Maroc	9'621	1.14%	1'111	0.19%
Sénégal	2'061	0.24%	9'308	1.56%
Bénin	10'167	1.21%	3'086	0.52%
Zimbabwe	3'647	0.43%	-	0.00%
Asie				
Singapour	53'392	6.35%	42'737	7.17%
Hong-Kong	4'972	0.59%	-	0.00%
Chine	23'782	2.83%	-	0.00%
Total des actifs	841'292	100%	596'204	100%

Détails relatifs aux positions de l'annexe aux comptes annuels (suite)

En milliers de CHF

20 Répartition du total des actifs selon la solvabilité des groupes de pays

Expositions nettes à l'étranger

Notation externe des pays selon Moody's	31.12.2018		31.12.2017	
	Valeur absolue	Part en %	Valeur absolue	Part en %
Aaa- Aa3	-	-	284'228	87.21%
A1-A3	160'513	45.90%	-	-
Baa1-Baa3	86'769	24.81%	2'376	0.73%
Ba1-Ba2	85'533	24.46%	1'111	0.34%
Ba3	1'365	0.39%	27'719	8.50%
B1-B3	15'560	4.45%	10'491	3.22%
Caa1-C	-	-	-	-
Total	349'740	100.0%	325'925	100%

Détails relatifs aux positions de l'annexe aux comptes annuels (suite)

En milliers de CHF

21 Présentation des actifs et passifs répartis selon les monnaies les plus importantes pour la Banque

Actifs	31.12.2018				
	CHF	EUR	USD	GBP	Total
Liquidités	227'195	-	-	-	227'195
Créances sur les banques	80'229	38'772	53'455	995	173'451
Créances sur la clientèle	285	24'209	390'909	4'255	419'658
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	-	5	2	-	7
Immobilisations financières	-	-	19'670	-	19'670
Comptes de régularisation	333	85	731	3	1'152
Immobilisations corporelles	159	-	-	-	159
Total des actifs bilantaires	308'201	63'071	464'767	5'253	841'292
Prétentions à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	-	5'089	5'093	-	10'182
Total des actifs	308'201	68'160	469'860	5'253	851'474

Passifs	31.12.2017				
	CHF	EUR	USD	GBP	Total
Engagements envers les banques	211'000	-	329'562	2'867	543'429
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	27'918	62'906	134'457	2'368	227'649
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	-	-	3	-	3
Comptes de régularisation	2'403	146	559	-	3'108
Capital social	78'074	-	-	-	78'074
Bénéfice reporté / perte reportée	-16'148	-	-	-	-16'148
Bénéfice / perte (résultat de la période)	5'177	-	-	-	5'177
Total des passifs bilantaires	308'424	63'052	464'581	5'235	841'292
Engagements à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	-	5'089	5'089	-	10'178
Total des passifs	308'424	68'141	469'670	5'235	851'470

POSITION NETTE PAR DEVISE	-223	19	190	18	4
----------------------------------	-------------	-----------	------------	-----------	----------

Détails relatifs aux positions de l'annexe aux comptes annuels (suite)

En milliers de CHF

22 Répartition et commentaires des créances et engagements conditionnels

	31.12.2018	31.12.2017
Engagements de couverture de crédit et similaires	58'094	41'834
Engagements irrévocables résultant d'accréditifs documentaires	101'738	162'668
Autres engagements conditionnels	7'686	9'301
Total des engagements conditionnels	167'518	213'803
Créances éventuelles découlant de reports de pertes fiscaux	2'563	3'772
Total des créances éventuelles	2'563	3'772

23 Répartition du résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur

	31.12.2018	31.12.2017
Devise	208	568
Total du résultat des opérations de négoce	208	568

La Banque n'utilise pas l'option de la juste valeur.

24 Indication sur les intérêts négatifs

	31.12.2018	31.12.2017
Intérêts négatifs concernant les opérations actives	1'140	402
Intérêts négatifs concernant les opérations passives	915	210

Les intérêts négatifs concernant les opérations actives sont présentés comme réduction du produit des intérêts et des escomptes, et les intérêts négatifs concernant les opérations passives comme réduction des charges d'intérêts.

Détails relatifs aux positions de l'annexe aux comptes annuels (suite)

En milliers de CHF

25 Répartition des charges du personnel

	31.12.2018	31.12.2017
Salaires	6'834	5'193
<i>Dont charges en relation avec les rémunérations basées sur les actions et les formes alternatives de la rémunération variable</i>	-	-
Prestations sociales	1'319	1'050
Autres charges du personnel	153	93
Total charges du personnel	8'306	6'336

26 Répartition des autres charges d'exploitation

	31.12.2018	31.12.2017
Coût des locaux	498	498
Charges relatives à la technique de l'information et de la communication	174	129
Charges relatives aux véhicules, aux machines, au mobilier et aux autres installations ainsi qu'au leasing opérationnel	255	229
Honoraires de la société d'audit (art. 961a ch. 2 CO)	259	226
<i>Dont pour la prestation en matière d'audit financier et d'audit prudentiel</i>	259	226
<i>Dont pour d'autres prestations de service</i>	-	-
Autres charges d'exploitation	632	577
Total autres charges d'exploitation	1'818	1'659

Détails relatifs aux positions de l'annexe aux comptes annuels (suite)

En milliers de CHF

27 Commentaires des pertes significatives, des produits et charges extraordinaires ainsi que des dissolutions significatives de réserves latentes, de réserves pour risques bancaires généraux et de corrections de valeurs et provisions libérées

	31.12.2018	31.12.2017
Gains non opérationnels non récurrents	1	-
Correction de la charge fiscale des années précédentes	-	241
Total des produits extraordinaires	1	241
Correction de la charge fiscale des années précédentes	-	-37
Total charges extraordinaires	-	-37

Il n'y a pas eu de pertes significatives pour la Banque lors de l'exercice sous revue.

28 Présentation des impôts courants

	31.12.2018	31.12.2017
Charge d'impôt de l'exercice sur le capital	227	232
Total de la charge d'impôts	227	232

La charge d'impôt correspond à l'impôt (environ 0.45%) sur le capital uniquement dans la mesure où la Banque présente une perte reportable au 31 décembre 2018.

PARTIE 7

Chiffres clés essentiels réglementaires

En milliers de CHF

	Position	31.12.2018	31.12.2017
Fonds propres pris en compte			
1	Fonds propres de base durs (CET 1)	67'103	61'926
2	Fonds propres de base (T1)	92'103	86'926
3	Fonds propres totaux	92'103	86'926
Positions pondérées en fonction des risques (RWA)			
4	RWA	377'396	417'183
4a	Exigences minimales de fonds propres	30'192	33'375
Ratios de fonds propres basés sur les risques (en % des RWA)			
5	Ratio CET1 (%)	17.78%	14.84%
6	Ratio de fonds propres de base (%)	24.40%	20.84%
7	Ratio des fonds propres globaux (%)	24.40%	20.84%
Exigences en volants en CET1 (en % des RWA)			
8	Volant de fonds propres selon le standard minimal de Bâle (2.5% dès 2019) (%)	1.87%	1.25%
9	Volants anticycliques (art. 44a OFR) selon le standard minimal de Bâle (%)	0.00%	0.00%
10	Volant de fonds propres supplémentaire en vertu du risque systémique international ou national (%)	0.00%	0.00%
11	Ensemble des exigences de volants selon le standard minimal de Bâle, en qualité CET1 (%)	1.87%	1.25%
12	CET1 disponible afin de couvrir les exigences en volants selon le standard minimal de Bâle (après déduction du CET1 affecté à la couverture des exigences minimales et cas échéant à la couverture des exigences TLAC) (%)	13.28%	14.84%
Ratios-cibles de fonds propres selon l'annexe 8 de l'OFR (en % des RWA)			
12a	Volant de fonds propres selon l'annexe 8 OFR (%)	2.50%	2.50%
12b	Volants anticycliques (art. 44 et 44a OFR) (%)	0.00%	0.00%
12c	Ratio-cible en CET1 (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR majoré par les volants anticycliques selon les art. 44 et 44a OFR	7.00%	7.00%
12d	Ratio-cible en T1 (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR majoré par les volants anticycliques selon les art. 44 et 44a OFR	8.50%	8.50%
12e	Ratio-cible global de fonds propres (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR majoré par les volants anticycliques selon les art. 44 et 44a OFR	10.50%	10.50%

Ratio de levier Bâle III						
13	Engagement global				880'210	774'249
14	Ratio de levier Bâle III (fonds propres de base en % de l'engagement global)				10.46%	11.23%
Ratio de liquidités (LCR)		31.03.2018	30.06.2018	30.09.2018	31.12.2018	31.12.2017
15	Numérateur du LCR : somme des HQLA	65'609	141'201	249'570	231'367	65'853
16	Numérateur du LCR : somme des sorties nettes de trésorerie	53'923	95'776	204'424	184'483	49'358
17	Ratio de liquidités, LCR (%)	121.67%	147.43%	122.08%	125.41%	133.42%

Les banques en mains étrangères sont soumises à des exigences de publication allégées en cas de publications d'informations comparables au niveau du groupe à l'étranger au sens du Cm 12 de la Circ.-FINMA 2016/1 « Exigences prudentielles de publication ». Conformément au Cm 38 de cette circulaire, nous renvoyons vers le « Rapport sur les risques Pilier III 2018 » publié par le groupe BPCE pour de plus amples informations.



BIC-BRED (Suisse) SA

Commodity Trade Finance & Corporate Banking